Entretien

Au Brésil, l'élection de Bolsonaro serait « pire qu'un retour aux années de plomb » de la dictature militaire

jeudi 25 octobre 2018, par CHIRIO Maud, EL AZZOUZI Rachida (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2018).

Pour l'historienne Maud Chirio, l'élection probable de Jair Bolsonaro à la tête du Brésil constitue un péril fasciste sans précédent, et qui ne tombe pas du ciel dans une démocratie fragilisée depuis plusieurs années. Entretien.

Spécialiste de l'histoire contemporaine du Brésil, Maud Chirio se prépare à assister ce dimanche 28 octobre à la victoire du candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro à l'élection présidentielle. « Si Fernando Haddad [le candidat du parti travailliste (PT) de Lula – ndlr] venait à l'emporter, ce qui apparaît improbable mais encore possible, je crains un coup d'État, les électeurs de Bolsonaro étant appelés à occuper la rue, ce qui veut dire des émeutes, des violences et probablement une intervention militaire rapide. »

Pour cette historienne qui a consacré sa thèse à la dictature militaire brésilienne (*La Politique en uniforme : l'expérience brésilienne, 1960-1980*, Presses universitaires de Rennes, 2016), c'est pire qu'un retour aux années de plomb qui s'annonce : une plongée dans une inconnue fasciste. « Cela fait trente ans que Bolsonaro est appuyé par ce que la dictature militaire a conservé de dissidence interne fasciste. […] Ce n'est pas simplement une filiation de la dictature militaire. C'est une filiation entre l'extrême droite fascisante dissidente à l'intérieur du pouvoir militaire et aujourd'hui. C'est considérablement plus radical que le pouvoir militaire des années 1960-1980. »

Rachida El Azzouzi – Un nostalgique de la dictature militaire (1964-1985) et de l'un de ses plus féroces tortionnaires, Brilhante Ustra, est aux portes du pouvoir de la quatrième plus grande démocratie au monde, qui est aussi l'une des plus jeunes. Comment se fait-il que la mémoire de la dictature ne soit pas, trente ans plus tard, un garde-fou ? Est-ce parce que le Brésil n'a jamais affronté en face son passé dictatorial ?

Maud Chirio : La mémoire de la dictature brésilienne n'est malheureusement pas une mémoire négative et donc un garde-fou à l'égard de quelqu'un qui se met à en exalter une image complètement reconstruite, dans le cadre de la montée en puissance d'un mouvement fasciste. Ce n'est pas un hasard si l'extrême droite militaire est en ce moment si forte. La dictature militaire brésilienne n'a pas fait l'objet d'un véritable travail de mémoire parce que la transition entre la dictature et la démocratie a été négociée et contrôlée par les militaires.

Les militaires se sont protégés de procédures judiciaires par une amnistie qu'ils se sont auto-octroyée en 1979 et qui n'a jamais été remise en cause. C'est le seul pays d'Amérique du Sud qui n'a jamais remis en cause sa loi d'amnistie. Les militaires ont également mis leur veto à la consultation de leurs archives militaires, toujours inaccessibles aux chercheurs, et à la production d'un récit

officiel qui condamnerait les violences, les disparitions, les atteintes à l'État de droit, aux droits humains.

Les seuls dispositifs de justice transitionnelle depuis la fin de la dictature ont consisté en une commission sur les morts et disparus, en 1995, qui permettait que des familles de disparus soient indemnisées, ainsi qu'une commission d'amnistie pour que ceux qui avaient souffert dans leur vie, leur corps, leur carrière soient eux-mêmes indemnisés. Ce sont là des dispositifs d'indemnisation qui n'ont concerné que les victimes. Il n'y a pas de récit collectif de désignation des coupables.

Entre 2012 et 2014, la commission nationale de la vérité, à l'initiative de Dilma Rousseff, alors présidente du pays et elle-même victime de torture, a été une exception. Elle n'a pas permis de juger des coupables, mais elle a produit pour la première fois un discours de condamnation de la part de l'État, très tard, presque trente ans après. Cette commission a été très mal vécue par l'extrême droite militaire, qui a toujours gardé un pouvoir interne et mis un veto absolu au fait que le pouvoir produise une mémoire négative sur la dictature militaire.

La dictature militaire brésilienne est souvent relativisée au motif qu'elle aurait été moins brutale et sanglante qu'en Argentine ou au Chili. Est-ce une clé de lecture pour comprendre l'indigence de ce travail mémoriel ?

La dictature brésilienne a de fait été moins meurtrière, elle a moins exterminé l'opposition mais elle a été une dictature matrice des dictatures voisines et, en tant que telle, ce n'est pas une dictature à relativiser. Elle a été matrice car c'est vraiment au Brésil qu'ont été importées, comme sources d'un régime, les théories de contre-insurrection qui considéraient que le monde, et l'Amérique latine en particulier, était en guerre contre le communisme et que cette situation de guerre nécessitait de réformer l'État et de transformer les États en des États autoritaires militaires et répressifs.

Cette importation de théories essentiellement formulées par des armées coloniales, française, anglaise et nord-américaine, dans des opérations de guerre coloniale, est devenue une manière de penser une guerre interne en Amérique du Sud et a porté des États militaristes. C'est au Brésil que cette conception naît en 1964, et elle va être imitée largement dans les pays voisins, en Uruguay, au Chili et en Argentine.

« L'erreur de la dictature a été de torturer sans tuer », répète Jair Bolsonaro, qui promet, s'il est élu, d'abuser de l'extermination physique. Pourquoi cette arme de destruction n'était-elle pas, entre 1964 et 1985, massivement utilisée ?

Plusieurs raisons l'expliquent. Premièrement, une certaine modération sur ces questions-là des plus hauts états-majors, des généraux. Deuxièmement, le fait qu'il n'y ait pas eu 30 000 morts, comme en Argentine, avec 30 000 familles en deuil, a permis que la logique de la transition soit protectrice à l'égard des tortionnaires et des bourreaux, qui ont réussi à garder leur espace de pouvoir et le contrôle de la mémoire. La modération sur les questions de vie humaine de la dictature militaire brésilienne a probablement été un facteur qui a empêché la construction franche d'un discours de condamnation de la part de l'État et d'une combativité des forces de gauche dans le fait de mettre en avant cette mémoire.

Enfin, cette dictature militaire brésilienne a toujours été contestée en interne par des réseaux militaires d'extrême droite, qui étaient des réseaux liés à l'intégralisme, c'est-à-dire au fascisme brésilien, et qui ont toujours, tout au long de la dictature, défendu une répression plus absolue, une véritable extermination des opposants, un régime franchement autoritaire, sans aucun garde-fou hérité de la démocratie. C'est très exactement de ces réseaux-là, de ces lignes dures que Bolsonaro et son entourage militaire sont issus.

Bolsonaro a été expulsé de l'armée en 1988. Comme il était à ce moment-là une figure importante de la jeunesse militaire car il avait défendu la revalorisation des soldes militaires, il a été immédiatement appuyé par des réseaux militaires fascisants de la réserve d'extrême droite, qui ont porté son élection comme député de l'État de Rio, puis comme député fédéral. Cela fait trente ans qu'il est appuyé par ce que la dictature militaire a conservé de dissidence interne fasciste.

Il y a un lien aussi de ce point de vue-là : c'est parce que la dictature militaire brésilienne a été sensiblement plus modérée que ses voisines qu'elle a été contestée de l'intérieur par des forces extrêmement radicales, qui sont maintenant aux portes du pouvoir. Ce n'est pas simplement une filiation de la dictature militaire. C'est une filiation entre l'extrême droite fascisante dissidente à l'intérieur du pouvoir militaire et aujourd'hui. C'est considérablement plus radical que le pouvoir militaire des années 1960-1980.

« Il y a une adhésion à la perspective de la répression politique absolument sans précédent »

Dans un discours particulièrement violent et applaudi, prononcé dimanche 21 octobre à São Paulo, Jair Bolsonaro parle d'un « nettoyage profond » et notamment d'exterminer toute opposition. Comment se fait-il que la société ne se lève pas face à un tel péril fasciste et qu'un tel homme puisse continuer à être candidat à la présidence ?

50 % des Brésiliens sont horrifiés par ce qu'il se passe dans le pays. Malheureusement, cela va plutôt être 45 que 50. Ceux qui s'opposent à Bolsonaro sont très conscients de sa nature autoritaire, répressive, dictatoriale. Mais une partie de la population s'est fait engloutir dans un endoctrinement fasciste. Ce sont deux pays, qui ne se parlent plus. Parmi les électeurs du premier tour de Bolsonaro, il y a ceux qui ont voté par ras-le-bol et volonté de rétablir l'ordre, de lutter contre la corruption, mais aussi très largement ceux qui adhèrent à ses haines proférées à l'égard des minorités, politiques, religieuses non chrétiennes, sexuelles, raciales, etc.

Il y a une vraie adhésion au projet d'extermination des « communistes », au discours complètement assumé de Bolsonaro qui prône, comme celui prononcé dimanche 21 octobre, de mettre en prison, d'exiler, de bannir ou de supprimer la gauche, « les rouges ». Une grande partie de ses électeurs est consciente de la référence à Ustra, sait bien qu'Ustra a été le responsable d'un des appareils militaires les plus barbares, créé ad hoc par la dictature en 1969 dans l'État de São Paulo, qui faisait assister les enfants aux sévices de leurs parents ou encore recourait à des animaux sauvages pour torturer.

Mais ses électeurs considèrent, du fait de l'endoctrinement massif qu'a connu cette population par des techniques de manipulation des masses extrêmement puissantes depuis plusieurs mois, que l'ennemi de la nation, c'est le communiste et que le seul moment où l'on a vraiment tenté de lutter contre le communisme, c'est pendant les années de plomb de la dictature militaire. C'est donc cela qu'il faut refaire, en plus efficace.

Ce n'est pas un acquiescement de quelques égarés, mais bien de l'ensemble de la structure institutionnelle, Cour supérieure de justice comprise, même si ce ne sont pas tous les juges qui considèrent qu'on peut revendiquer cette période et la personne d'Ustra. Dans toutes les démocraties actuelles, le fait qu'un candidat annonce qu'il va mettre en prison son adversaire dans le scrutin serait un motif de gros problème auprès de la justice électorale, de la justice en général. Il y a une adhésion à la perspective de la répression politique et d'une violence sociale absolument sans précédent au Brésil.

C'est donc pire qu'un retour aux années de plomb…

Oui, c’est pire qu’un retour aux années de plomb. Bolsonaro veut adopter le modèle de la dictature argentine, effectuer un « nettoyage » beaucoup plus définitif que la dictature brésilienne. Et c’est un modèle argentin qui disposerait d’une base sociale que ne connaissait pas l’Argentine des années de plomb : une foule absolument motivée par l’action violente et le fait, non seulement d’acquiescer à un État répressif, mais d’elle-même prendre l’initiative de la violence politique.

On le voit déjà avec le déchaînement de violences, depuis le premier tour, à l’égard de ceux considérés comme « déviants », appartenant à des minorités. En ce sens, c’est un modèle fasciste de situation et de projet politique puisqu’on se retrouve avec une apologie de l’extermination d’un ennemi interne et de la violence politique, appuyée non seulement par un État qui serait militarisé et répressif, mais aussi par des populations complètement endoctrinées.

La démocratie brésilienne n’a qu’une trentaine d’années. Plus qu’un recul des libertés, c’est son effondrement qui s’annonce. Est-elle victime de sa jeunesse ?

La jeunesse est une fragilité pour les régimes politiques. Les institutions brésiliennes sont très jeunes. Cela a une conséquence très concrète : les membres de ces institutions sont des personnes qui ont connu la dictature, voire qui ont commencé leur carrière sous la dictature. Les juges du tribunal suprême avaient 40 ans au moment de la transition démocratique, ils se sont donc adaptés à différents régimes. Il n’y a pas de contre-pouvoir actuellement susceptible de faire obstacle ou même de signaler ce que pourrait être le déchaînement de violence après son investiture.

On s’est bercé d’illusions en pensant que les transitions démocratiques de ces pays du cône sud, parce qu’elles arrivaient au moment de l’effondrement du bloc de l’Est et de la survenue du modèle dominant des démocraties libérales, étaient pérennes. C’est un aveuglement historique absolu de considérer qu’une fois que la démocratie s’est installée quelque part, il n’y a pas de retour en arrière possible. Regardons l’Allemagne. La République de Weimar s’est faite toute seule, après la Première Guerre mondiale, et quinze ans plus tard, elle devenait l’un des pires et des plus inédits des régimes fascistes de l’Histoire.

N’y a-t-il pas tout de même des contre-pouvoirs assez solides pour contrer le danger qui s’annonce ?

Je crains que non. Les médias sont très minoritaires dans les médias conservateurs hégémoniques à exprimer des réticences à l’ascension de Bolsonaro. Un seul grand journal conservateur, *Folha de Saô Paulo*, a commencé depuis peu à faire du travail de journalisme autour de la campagne de Bolsonaro. Les autres médias, soit adhèrent, soit connaissent un mélange d’adhésion et de menaces, comme *Globo*. Plusieurs secteurs de ce grand groupe ont exprimé un malaise envers Bolsonaro par un travail journalistique et ils ont connu des menaces concrètes de la bouche même du candidat venu dans leur locaux. Mussolini avait eu le même comportement que Bolsonaro !

Quant au pouvoir judiciaire, divers du point de vue du professionnalisme et des adhésions politiques de ses membres, il est sous la tutelle d’instances supérieures qui, là encore, entre peur et adhésion, se couchent par avance à l’égard d’un nouveau régime. La meilleure preuve a été offerte par le propre fils de Bolsonaro, membre de son équipe de campagne et député fédéral, qui a menacé il y a quelques jours la Cour suprême de suppression si elle mettait des obstacles à la candidature de son père.

Quant au Parlement, très conservateur, il n’est pas exclu qu’il adhère aux propositions de Bolsonaro. Ce n’est pas une instance respectée par Bolsonaro. Il a annoncé qu’il s’appuierait sur un gouvernement militarisé et il ne mentionne absolument jamais les majorités à constituer au Congrès, un préalable dans un système démocratique. Normalement, c’est cela que l’on fait dans l’entre-deux-

tours. Le candidat favori constitue une coalition. Bolsonaro laisse à penser qu'il ne gouvernera pas avec le Congrès.

Du fait de l'absence de travail mémoriel sur la dictature, l'armée jouit d'un fort capital de sympathie et n'est pas perçue comme responsable de crimes. Bolsonaro, qui a déjà le général Mourão à ses côtés, a annoncé que son gouvernement serait en partie composé par des militaires. Partout dans le pays, on voit, en parallèle de la présidentielle, des candidats ayant servi dans les forces armées se faire élire sénateurs, députés, gouverneurs. Comment expliquez-vous cette militarisation du politique ?

L'ascension du bolsonarisme s'accompagne en effet d'une militarisation. Elle est due à la fois à la poussée de l'extrême droite militaire et au discours dénonçant une corruption généralisée et la nécessité, pour la combattre, de remplacer les politiques par des militaires, car eux ne seraient pas corrompus comme les civils. La militarisation correspond à l'extrême-droitisation de la société. On l'a vu sous le régime militaire mais cela avait suivi le coup d'État. Il n'y avait pas eu de fascisation de la société avant le coup d'État. C'est à la suite du coup d'État que la classe politique s'était militarisée.

On assiste aujourd'hui à un basculement politique qui va être précédé d'une ascension dans l'opinion publique, également précédée d'une militarisation et d'une extrême droitisation de la classe politique, d'où de nombreux militaires à des fonctions électives. Ce qui sera nouveau avec Bolsonaro : un gouvernement en grande partie militaire, au moins au tiers, a-t-il annoncé, la même proportion que sous la dictature.

La probable arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro déchire les familles brésiliennes tant il clive par son homophobie, son racisme, sa misogynie. Comment le ressentez-vous sur le terrain ?

C'est un peu une affaire Dreyfus, c'est-à-dire que des gens qui jusque-là vivaient ensemble, avaient des consensus civils de base sur la tolérance de la diversité, de la différence des droits de chacun, sont en train de vaciller du fait de l'endoctrinement absolument fantastique et rapide d'une partie d'entre eux.

On se déchire sur le vote mais aussi le vivre-ensemble, la capacité à accepter un fils homosexuel, le mariage interracial au sein d'une famille, le port d'arme de telle personne. Ce sont des questions qui n'étaient pas majoritairement présentes dans les familles brésiliennes et qui sont aujourd'hui, sous l'effet Bolsonaro, en train de créer des souffrances absolument considérables à l'échelle intime des gens.

Rachida El Azzouzi

P.-S.

• MEDIAPART. 24 OCTOBRE 2018 : https://www.mediapart.fr/journal/international/241018/au-bresil-l-election-de-bolsonaro-serait-pire-qu-un-retour-aux-annees-de-plomb?onglet=full